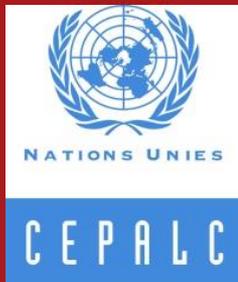


# Programmes d'inclusion dans l'emploi



**Simone Cecchini**  
COURS INTERNATIONAL SUR LA PROTECTION SOCIALE,  
PORT-AU-PRINCE, HAÏTI, 5-16 MARS 2018

**Actuellement, il y a vigoureux débats sur  
la relation entre la protection sociale non  
contributive et l'emploi**



NAACIONES UNIDAS

CEPAL

# Protection sociale non contributive et emploi : ¿cercle vicieux?

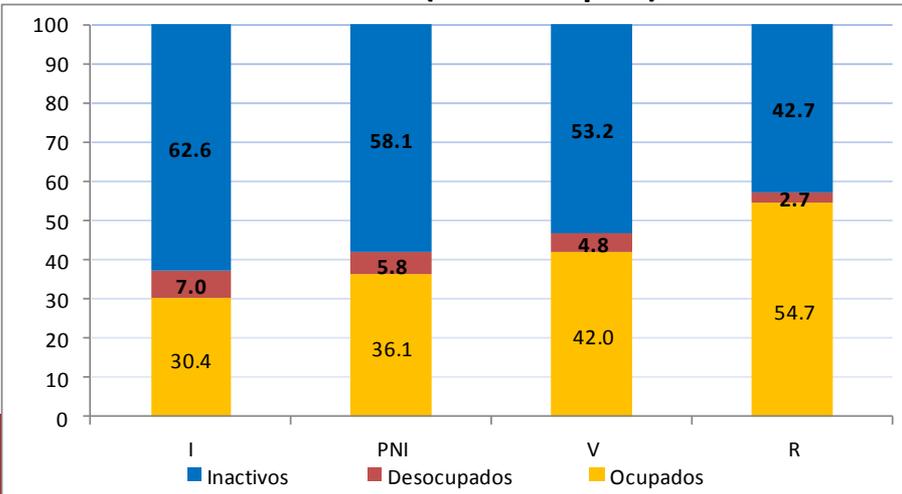
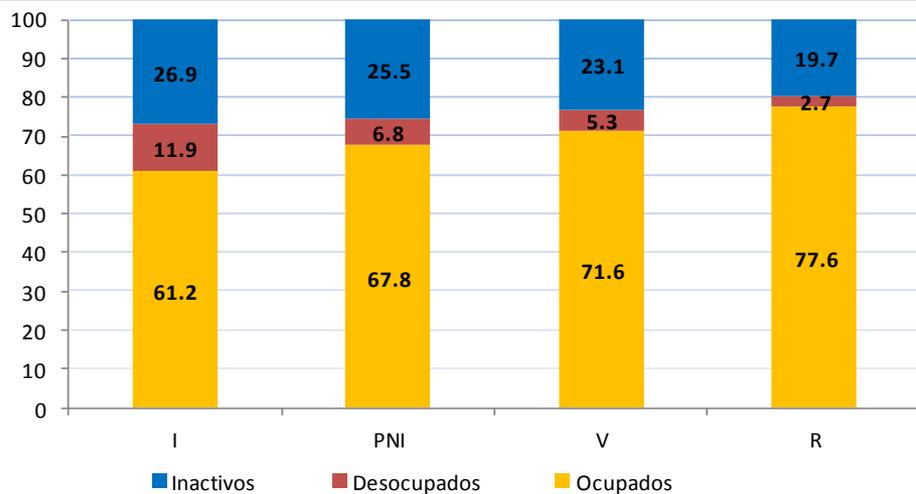
- Risques d'incitations perverses de la protection sociale non contributive, qui auraient une incidence sur la productivité, la croissance et l'emploi
- Transferts monétaires créeraient une dépendance plutôt que de promouvoir l'effort individuel (incitations négatives à l'offre d'emploi)
- Programmes sociaux généreraient des “subventions ” au secteur informel afin d'éviter l'épargne obligatoire de la sécurité sociale (incitation à chercher un emploi à faible productivité)



# L'évidence empirique contredit l'idée des "pauvres et paresseux"

- Le chômage touche davantage les personnes vivant dans la pauvreté
- La plupart des hommes pauvres et indigents sont occupés
- Taux d'inactivité plus élevés des personnes vivant dans la pauvreté par rapport au reste de la population s'expliquent en grande partie par le taux d'inactivité des femmes
- Les femmes travaillent sans rémunération: entre 23,6 (au Brésil; 27,8 dans le premier quintile) et 53,9 heures par semaine (au Mexique; 59,9 dans le premier quintile); en moyenne, les femmes consacrent trois fois plus de temps au travail non rémunéré que les hommes

**Amérique latine (18 pays): Condition d'activité selon sexe, vers 2014 (En pourcentages)**  
Hommes (15 ans et plus) Femmes (15 ans et plus)



Source: Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) sur la base de tabulations spéciales des enquêtes de ménages des pays respectifs.

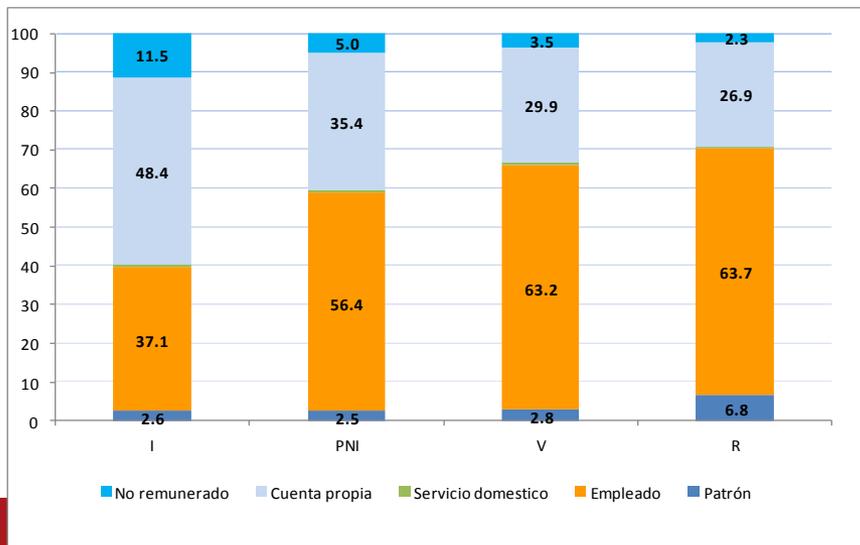
a Personnes classées dans quatre catégories: I = Indigents, PNI = Pauvres-Non-indigents, V = Vulnérables-Non-pauvres (seuil de pauvreté entre 1,0 y 1,5) y R = Reste (pas pauvre ou vulnérable). Moyennes simples.

# Une foi dans l'emploi, les pauvres s'occupent principalement dans des activités mal payées et non protégées

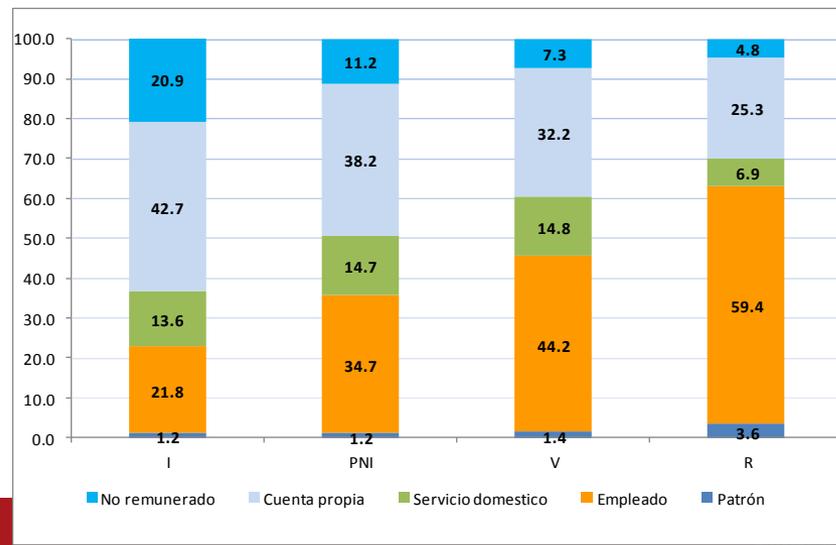
- Travail indépendant
- Travail familial non rémunéré
- Travail domestique
- En particulier les femmes les plus pauvres

Amérique latine (18 pays): Catégorie professionnelle, selon le sexe, vers 2014 (en pourcentages)

Hommes (15 ans et plus)



Femmes (15 ans et plus)



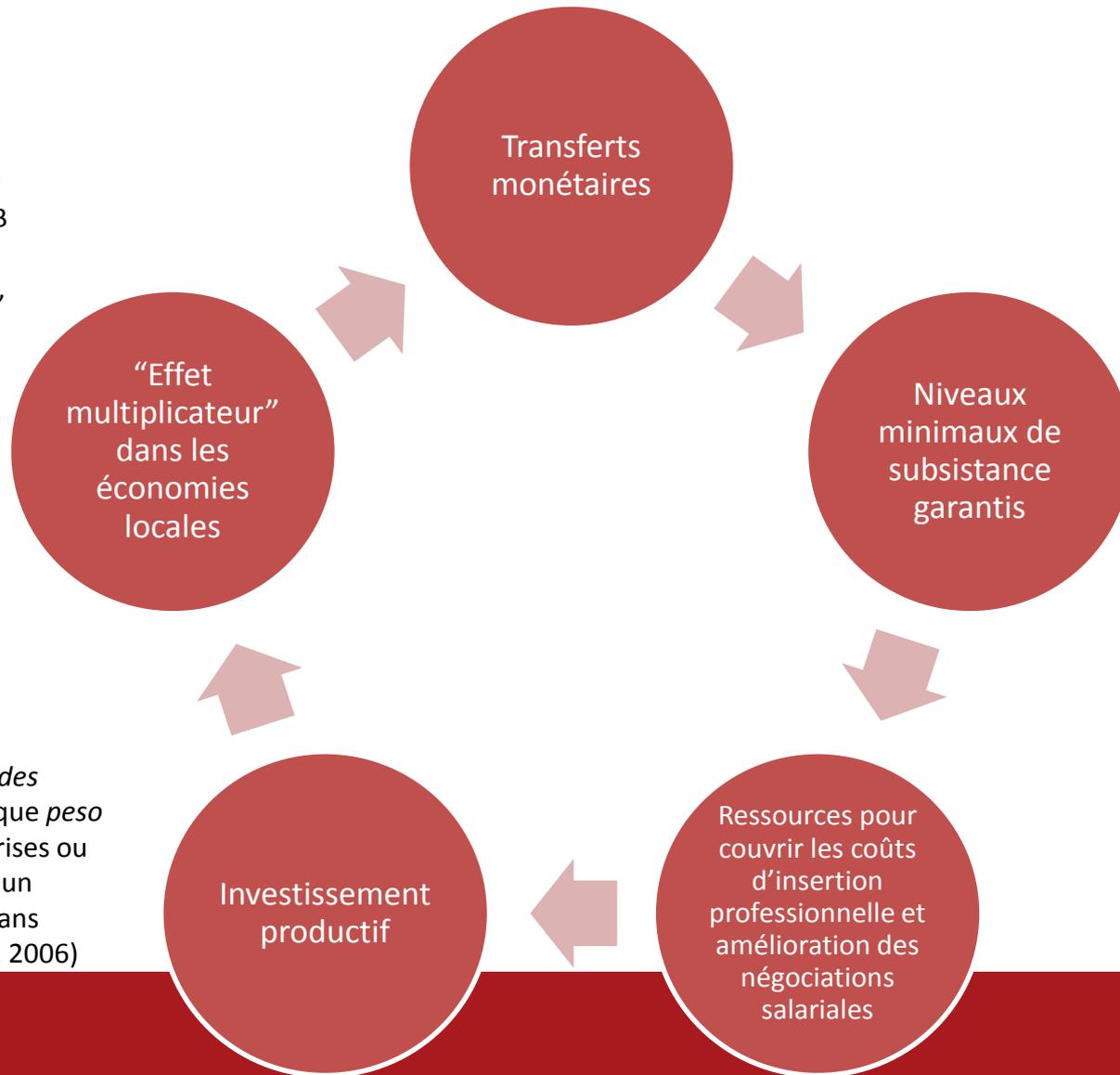
# Risques d'incitations à l'informalité semblent être surdimensionnés

- **Les impacts négatifs sur l'offre d'emploi ne sont pas appréciés** dans les évaluations (Brésil, Chili, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay)
  - Il y a des synergies positives entre les transferts et l'employabilité des familles qui les reçoivent : augmentation des salaires et une proportion plus élevée de demandeurs d'emploi
- **Les montants des transferts sont limités, pour cette raison les familles doivent sortir de la pauvreté par leurs propres efforts**
  - Montants maximaux des virements des PTC représentent 39,9 % (zones urbaines) et 53,4 % (zones rurales) du déficit mensuel de ressources de la population dans la pauvreté
- **La plupart des programmes ne sont pas destinés à la population en âge de travailler et ne se concentrent pas sur la situation d'emploi**
- **Investissement social n'est pas nécessairement improductif et le travail indépendant n'est pas nécessairement volontaire**
- **Emploi dans les secteurs à faible productivité dans la région a baissé de 54 % à 49 % entre 2002 et 2013**
- **Mais la conception des programmes peut décourager la formalisation du travail**



# La protection sociale non contributive à partir d'une approche des droits peut générer un cercle vertueux

Chaque *real* investi dans *Bolsa Família* ajoute 1,78 *reais* au PIB du Brésil  
(Neri, Vaz et Ferreira de Souza, 2013)



Destinataires d'*Oportunidades* investirent 12 cents de chaque *peso* reçu dans les micro-entreprises ou les activités agricoles, avec un rendement de 17,6% en 5 ans  
(Gertler, Martínez et Rubio, 2006)



Source: Cecchini (2013).

# Éléments à prendre en considération pour l'inclusion professionnelle des personnes vivant dans des conditions de pauvreté et vulnérabilité

- Transition démographique a généré **un afflux massif de jeunes sur le marché du travail**
- **Possibilités limitées d'emploi sur le territoire**
- **Faiblesse de liens avec le secteur privé, générateur d'emplois**
- **Déficit de formation scolaire et de compétences pour le monde du travail**
- Défis sont encore plus grands dans le cas **des femmes, des jeunes et des personnes appartenant aux peuples autochtones**



# Types de programmes d'inclusion professionnelle et productive

PROGRAMMES D'INSERTION À L'EMPLOI ET GÉNÉRATION DE REVENUS, 2017

## Inclusion professionnelle et productive

69 programmes (100%), dans 21 pays

### Support à l'offre



### Support à la demande

Formation technique et professionnelle

46 programmes (66,7%) dans 18 pays

Rattrapage scolaire

16 programmes (23,2%) dans 10 pays

Services d'intermédiation sur le marché du travail

19 programmes (27,5%) dans 11 pays

Support au travail indépendant

31 programmes (44,9%) dans 14 pays

Génération directe d'emploi

11 programmes (15,9%) dans 10 pays

Génération indirecte d'emploi

9 programmes (13%) dans 6 pays

Source: Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Panorama Social de l'Amérique latine, 2015 (LC/G.2691-P), Santiago, 2016.

Note: Un programme peut avoir plus d'un domaine d'intervention. Sur les 69 programmes analysés, 29 ont qu'un domaine d'intervention, tandis que les 40 ont de deux à cinq domaines. Les pays inclus sont: Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne de).



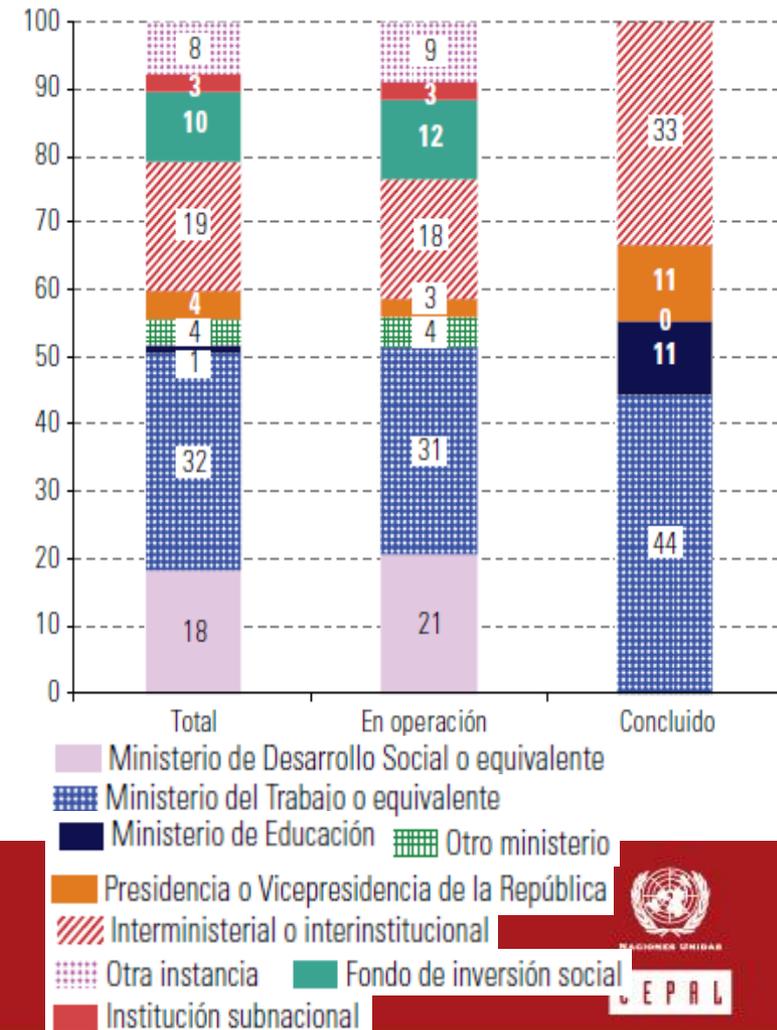
REPUBLICAS UNIDAS

CEPAL

# Organismes chargés des programmes d'inclusion professionnelle et productive

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (20 PAYS):  
PROGRAMMES D'INCLUSION PROFESSIONNELLE ET  
PRODUCTIVE, SELON L'ENTITÉ D'EXÉCUTION, 2016  
(En pourcentages)

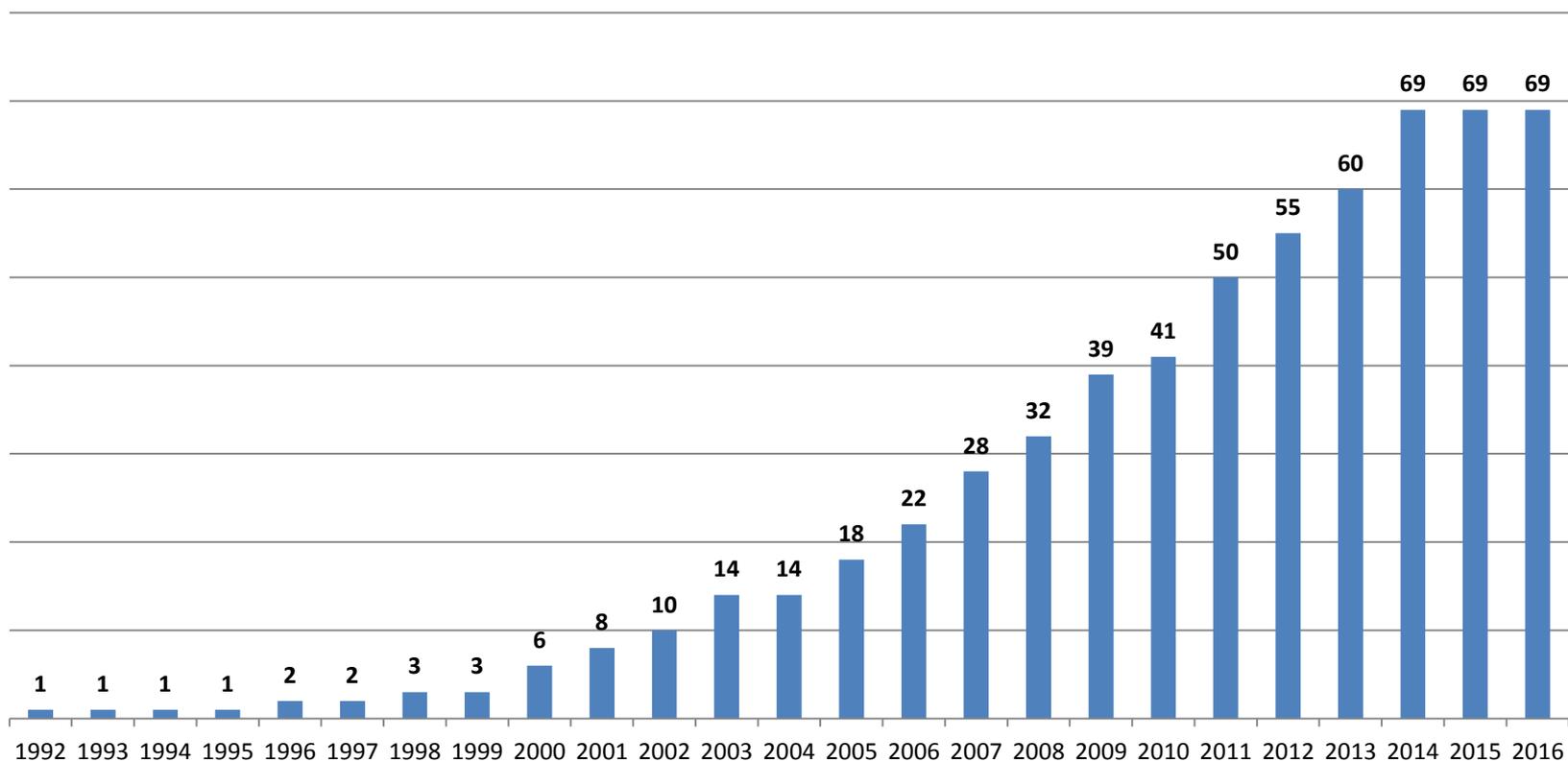
■ **Entités en charge:** principalement les Ministères du Travail (31%), mais aussi les Ministères du Développement Social (19%), Fonds d'investissement Social (10%), Présidence ou Vice-présidence(10%)



CEPAL

# Expansion des programmes d'inclusion professionnelle et productive

Programmes d'inclusion professionnelle et productive dans les pays d'Amérique latine et les Caraïbes, 1992-2017



REGIONES UNIDAS

CEPAL

# Formation technique et professionnelle

- **Principaux programmes d'inclusion professionnelle et productive** (46 programmes dans 18 pays)
- **En augmentant les connaissances et les compétences, les programmes cherchent à promouvoir l'inclusion et la stabilité de l'emploi, ainsi qu'une augmentation des revenus**
- **Programme National d'accès à l'éducation Technique et à l'emploi (PRONATEC) du Brésil, complémentaire de *Bolsa família*, est le programme de formation technique et professionnelle plus important dans la région**
  - Entre 2011 et 2014, environ 8,1 millions de personnes se sont inscrites, parmi lesquelles se remarque la participation des afro-descendants (53%), des femmes (60%) et des jeunes (64%)
  - PRONATEC augmente les chances de formalisation et contribue à l'employabilité des participants sans emploi ou inactifs, soit dans le marché formel ou informel (Montagner et Müller, 2015)



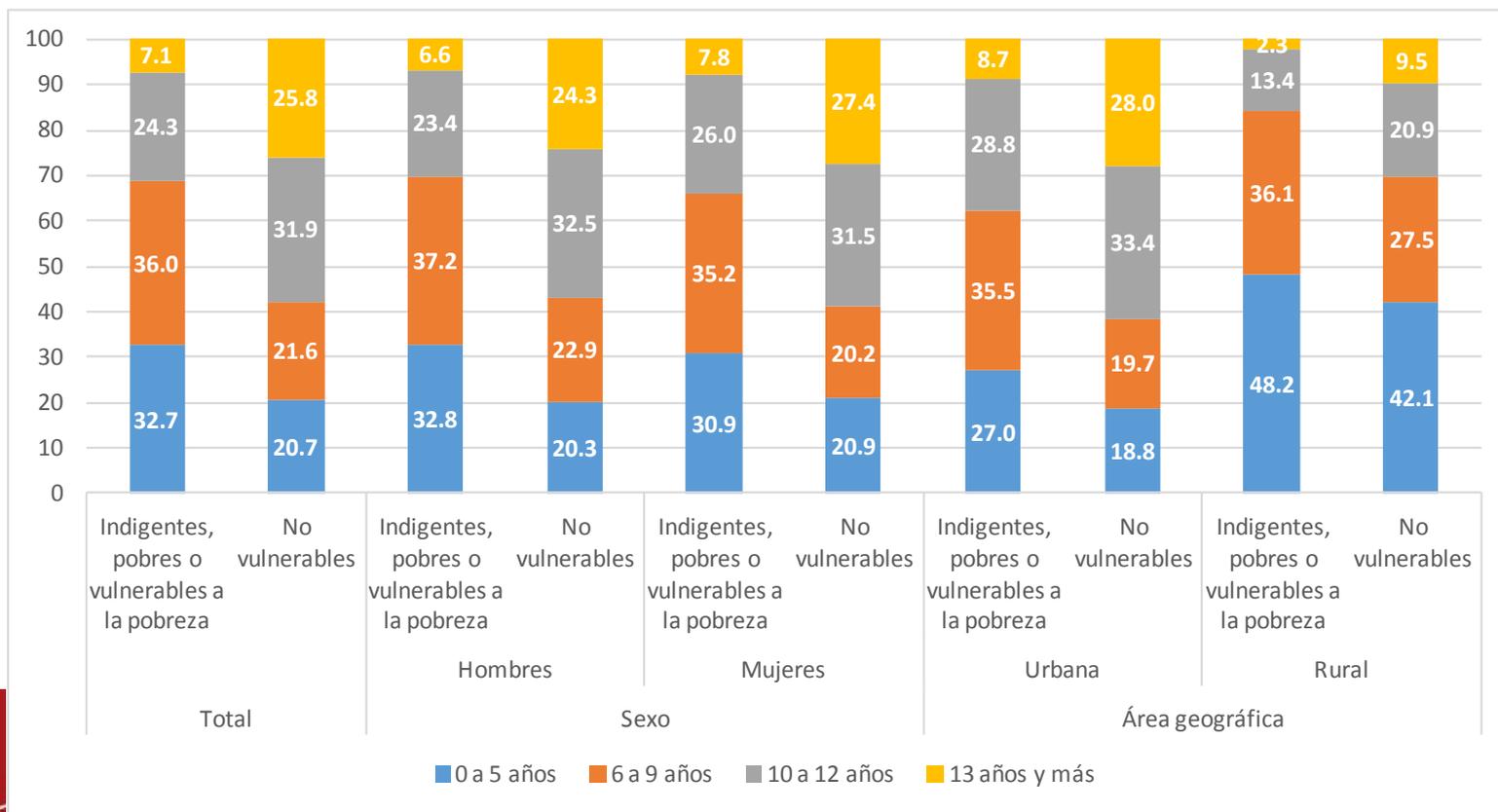
# Rattrapage scolaire et lutte contre l'abandon scolaire

- **Éviter l'abandon scolaire des jeunes et promouvoir le rattrapage scolaires d'adultes** (éducation de la deuxième chance) (16 programmes dans 10 pays)
- **Les programmes contre l'abandon scolaire des jeunes offrent incitatifs économiques**
  - Transferts monétaires conditionnels à la fréquentation scolaire et à la réussite scolaire (*Bono por Asistencia Escolar* et *Bono Logro Escolar del Ingreso Ético Familiar* du Chili, le transfert de PROG.R.ES.AR et transfert monétaire de base de *Jóvenes con Más y Mejor Trabajo* de l'Argentine), bourses d'études (*Programa Compromiso Educativo* de l'Uruguay) ou subvention/allocation de transport (+Capaz du Chili)
- **Rattrapage scolaire pour jeunes ou adultes ayant une éducation formelle incomplète ou sans scolarité, couvre principalement l'enseignement primaire et secondaire** (bourses d'études de Prospera, Mexique), **mais parfois aussi l'enseignement tertiaire/supérieure** (*Programme of Advancement through Health and Education –PATH–*, Jamaïque)



# En Amérique latine la majorité de la population qui se trouve dans une situation d'indigence, de pauvreté et de vulnérabilité a quelques années de scolarisation. Les retards des hommes sont légèrement plus élevés à ceux des femmes, et beaucoup plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines

**Amérique Latine (18 pays): années de scolarisation des personnes de 15 ans et plus, selon situation de vulnérabilité des ménages à la pauvreté, sexe, tranche d'âge et zone géographique, vers 2013**  
(En pourcentages)



# Support au travail indépendant

- **Programmes qui visent à promouvoir les chances de travail indépendant et de micro-entrepreneuriat, favorisant l'augmentation des actifs par de capital d'amorçage et microcrédits (31 programmes dans 14 pays)**
  - Comprennent souvent des programmes de formation sur l'épargne, finances et planification économique.
  - Certains offrent assistance technique et supportent la liaison avec les réseaux de production ou de commercialisation
- **Plusieurs programmes s'adressent aux jeunes, femmes et à la population des zones rurales**
- **L'évaluation d'impact du *Programa de Apoyo al Microemprendimiento (PAME)*, au Chili, actuellement *Yo Emprendo Semilla*, montre que le programme a eu des résultats positifs sur les revenus du travail et a conduit à l'augmentation du taux d'emploi et de microentreprises des participants (18% et 34%, respectivement) par rapport au groupe contrôle (Martínez et al., 2013)**
- **Compléter les actions de support au travail indépendant par des programmes de simplification fiscale et administrative pour encourager la formalisation du travail**
  - Monotributo (Argentine, Uruguay), Micro Emprendedor Individual (Brésil)



# Services d'intermédiation sur le marché du travail

- **Permettent la rencontre entre la demande et l'offre d'emploi en facilitant le contact entre travailleurs et employeurs en vertu des profils professionnels demandés et offerts (19 programmes dans 11 pays)**
- **Brésil, programmes *Acessuas Trabalho* et *Mais Empregos*, complémentaires de *Bolsa Família***
  - Les programmes cherchent à insérer les personnes pauvres et vulnérables dans le marché du travail grâce au système national pour l'emploi (SINE) (Gregol de Farias, 2014)
- **Chili, *Programa de Apoyo al Empleo* du *Sistema Chile Solidario***
  - Intermédiation du travail par des Bureaux municipaux d'intermédiation du travail (*Oficinas Municipales de Intermediación Laboral -OMIL*) (Vargas, 2014)
- **Les évaluations soulignent la faiblesse des services d'intermédiation du travail pour atteindre leur objectif de placement professionnel dans emplois de qualité**
  - Au Chili, les OMIL ont une efficacité faible sur les placements professionnels ainsi que niveaux insuffisants de satisfaction des utilisateurs (Brandt, 2012)
  - Au Brésil, faible qualité de l'infrastructure et efficacité limitée du SINE: il est nécessaire plus de temps pour le dialogue avec les personnes vivant dans la pauvreté afin de leur fournir toutes les informations et les orientations nécessaires (Silva et al., 2010)



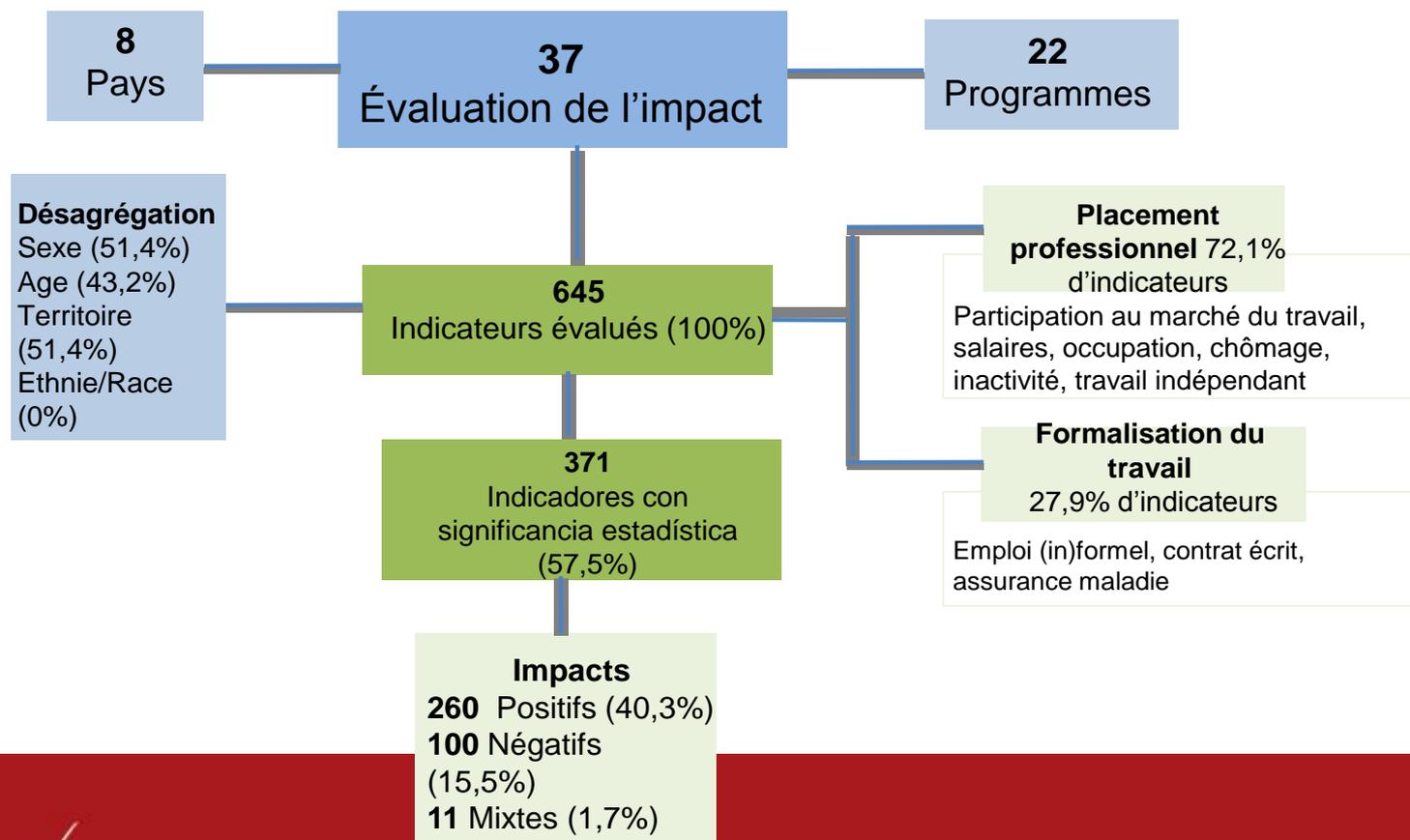
# Génération directe et indirecte d'emploi

- **Génération directe: expansion de la demande de travail par des plans publics qui offrent des emplois d'urgence ou plans de développement local** (11 programmes dans 10 pays)
  - Ces actions ont été implémentés pour faire face aux situations de crise économique
- **Génération indirecte: incitations aux entreprises privées pour l'embauche des femmes et des jeunes** (9 programmes dans 6 pays)
  - Chili, *Subsidio al Empleo Joven* pour les jeunes de 18 à 26 ans qui reçoivent des salaires bas et pour leurs employeurs a fin d'encourager l'emploi formel dépendant
  - Selon une évaluation de l'impact, le programme a été utile dans les secteurs vulnérables, en particulier pendant les périodes de récession économique (Centro de Microdatos, 2012)
  - Chili, *Bono al Trabajo de la Mujer* destiné aux travailleuses, dépendantes ou indépendantes, entre 25 et 59 ans appartenant aux 30% des ménages plus pauvres. Allocation maximale de 30% du salaire: 20% pour la femme et 10% pour l'employeur



# Comblen les brèches: effets de l'amélioration des indicateurs de l'emploi pour ceux qui courent le plus de risques d'exclusion (jeunes, femmes, personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté ou ayant un faible niveau d'éducation, travailleurs informels, personnes handicapées)

## ÉVALUATION DE L'IMPACT DES PROGRAMMES D'INCLUSION PROFESSIONNELLE ET PRODUCTIVE



Source: Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Les évaluations réalisées aux programmes en cours et déjà achevés pendant 1998-2014 sont incluses. Les pays inclus sont: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, El Salvador, Mexique, Pérou et République Dominicaine.



REPUBLICS UNITED

CEPAL

# Recommandations pour l'inclusion professionnelle des personnes vivant dans des conditions de pauvreté et vulnérabilité

- Agrandir l'échelle des programmes et les articuler (progressant vers une politique intégrée et plus équilibrée entre la demande et l'offre)
- Articuler avec d'autres instruments de politique économique et sociale et des stratégies de changement structurel qui élargissent les possibilités de création d'emplois de qualité et de travail décent
- Surmonter les inégalités entrecroisées et promouvoir l'égalité entre les sexes (ex. renforcement des systèmes de soins)



NACIONES UNIDAS

CEPAL